Notre-Dame-des-Landes : au seizième jour de la grève de la faim…

jeudi 10 mai 2012, par FRESNEAU Brigitte, FRESNEAU Sylvain, PAGAILLE Gilles (Date de rédaction antérieure : 3 mai 2012).

Jeudi 26 avril, des opposantEs au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), sont alléEs rendre visite à Hollande et Sarkozy dans leurs QG de campagne, afin d'obtenir des engagements des deux candidats quant aux menaces d'expropriation de paysans à cause de l'aéroport. Deux d'entre eux, Michel Tarin et Marcel Thébaud, étaient d'ailleurs en grève de la faim depuis quinze jours, rejoints une semaine plus tard par la conseillère générale Françoise Verchère.

Parmi la délégation qui a rencontré des collaborateurs de Hollande au QG de campagne du candidat, Brigitte et Sylvain Fresneau, eux aussi menacés d'expropriation et en lutte contre le projet depuis des années, ont répondu à nos questions.

Gilles Pagaille – Vous venez de rencontrer des représentants de François Hollande. Vous ont-ils apporté des réponses, des promesses ?

Brigitte et Sylvain Fresneau – Nous avons rencontré Marc Mancel, qui est responsable du suivi de campagne de François Hollande, et un attaché parlementaire.

Ils vont étudier le dossier qu'on leur a remis, sur la problématique de Notre-Dame-des-Landes. On attend une réponse assez rapide, pour que les grévistes de la faim puissent recommencer à manger et à vivre comme tout le monde. C'est leur seizième jour de grève, il est temps de faire quelque chose, sinon c'est leur santé qui va en pâtir.

Vous allez aussi vous rendre au QG de campagne de Sarkozy. Qu'attendez-vous des deux candidats ?

On attend des réponses à propos de l'arrêt des expropriations tant que les recours en justice ne sont pas épurés, et qu'ils étudient un peu mieux le dossier.

Depuis plusieurs années, vous subissez du harcèlement pour vous forcer à quitter vos terres…

Oui, depuis que l'aéroport a été déclaré d'utilité publique en 2003, on a tout le temps des petites manœuvres intimidantes : contrôle liés à la PAC (politique agricole commune), pressions… Des gendarmes sont rentrés chez nous pour nous accuser de mauvais traitements sur nos animaux, la préfecture nous envoie des contrôles de la direction des services vétérinaires, etc. On est en permanence embêtés, alors que tout est correct, les retours des contrôles sont bons, ils montrent que l'on a fait notre travail correctement.

Et puis il y a tous ces fourgons de police qui débarquent, on se fait régulièrement arrêter. Quand je fais du vélo pour aller voir nos bêtes dans les prés, je suis arrêtée, on me demande mes papiers d'identité… Cela devient très très lourd à vivre au quotidien, mais on n'a pas le choix, il faut tenir, car ce n'est pas normal. Il arrive que l'on ait un hélicoptère en vol stationnaire au-dessus de la maison, ils sont en train de filmer on ne sait pas quoi, c'est vrai que c'est lassant. C'est une pression quotidienne et on finit par fatiguer.

Jean-Marc Ayrault soutient le projet de l'aéroport. Êtes-vous soutenus par des élus ?

On a le soutien d'élus locaux, mais au niveau de la région et du conseil général, les élus sont plutôt favorables à l'aéroport. Sauf que le projet qui a été déclaré d'utilité publique n'est pas du tout celui que Vinci va construire à Notre-Dame-des-Landes. On se rend compte aujourd'hui que Vinci veut construire exactement ce qui existe déjà à l'aéroport Nantes-Atlantique. Pourquoi construire un outil qui existe déjà, qui fonctionne très bien, et qui est capable d'absorber beaucoup plus de passagers qu'actuellement ? La preuve, quand il y a eu le nuage de cendres causé par le volcan islandais, Nantes-Atlantique a reçu trois fois plus de passagers qu'en temps normal, ça s'est très bien passé, il a absorbé les passagers sans aucun souci. En plus, il y a une ligne de train qui passe au pied de l'aéroport, il serait très facile d'ouvrir cette ligne et de faire arriver ou repartir les passagers en train, mais il n'y a aucune volonté de le faire.

Donc, aujourd'hui le projet n'est plus du tout ce qu'il était dans la déclaration d'utilité publique, on n'y comprend rien.

La déclaration d'utilité publique date de 2003, mais l'aéroport est en projet depuis 40 ans. Vous vous battez depuis tout ce temps ?

Oui, le projet traîne depuis très très longtemps. Le père de Sylvain était déjà dans le combat, Sylvain a repris le flambeau, et on espère un jour, si c'est possible, transmettre l'exploitation à notre enfant. Ce serait la sixième génération.

Propos recueillis par Gilles Pagaille

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 147 (03/05/12)